



263 Rue de Paris Case 550
93515 MONTREUIL cedex
Tél : 01 48 51 51 83 – Fax 01 48 51 14 43
E-mail : cgtpolice@cgt.fr
Site Internet : www.police.cgt.fr

LE JUSTE CHOIX SELON LA CGT-POLICE :

(En bleu l'éditorial d'Alliance)

Très prochainement nous, policiers, choisirons notre Président de la République.

La CGT-Police partage ce rappel républicain incitant les collègues à aller voter.

Ce moment démocratique majeur pour notre pays aura pour nous, policiers nationaux, une importance toute particulière. En effet, au-delà d'un simple choix de personne il s'agit de valider un schéma sociétal qui va bien au-delà de la simple question de la lutte contre l'insécurité.

Pour la CGT-Police le choix sociétal appartient aux partis politiques. La seule chose qui intéresse notre syndicat est de savoir ce que propose chaque candidat sur nos conditions de travail et comment assurer la sûreté de tous. Ce qui va au-delà ne concerne plus le syndicalisme et chaque collègue est un citoyen qui fait son choix librement.

Nous avons le devoir, parce que nous sommes des acteurs particulièrement éclairés, de mesurer quelles seront les conséquences de notre vote sur nos conditions de travail, mais aussi et surtout sur la manière dont demain nous pourrons et devons exercer notre métier. Alliance police nationale, porte-parole des policiers, a su imposer depuis une dizaine d'années sa vision d'une police républicaine où la répression juste et utile, dans le respect absolu du droit et de la déontologie, a trouvé la place qui doit être la sienne dans notre lutte quotidienne contre les incivilités et la criminalité.

La Police Nationale républicaine trouve son fondement dans l'article XII de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : « *La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée* ». On est loin de la Police Nationale issue du gouvernement de VICHY en 1942 décrite par le député UMP, Monsieur BALKANY. Si ce député ose ce rapprochement c'est que dans les faits la Police Nationale est détournée de ses missions pour servir d'outil de propagande à la solde du gouvernement. De fait à la DCSP on ne se cache plus que les ordres du Ministre sont supérieurs aux Institutions républicaines.

Plus grave le Ministre précédent a même pris position pour des policiers délinquants à Bobigny en décembre 2010, alors que les collègues qui voulurent rétablir l'ordre durant les émeutes de Grenoble en juillet 2010 furent muter pour ne pas « exciter » les fauteurs de troubles qui eux étaient laissés libre pour la plupart.

Nous avons œuvré sans relâche pour que le policier soit reconnu et estimé, particulièrement par ceux chargés de le diriger.

Pour la CGT-Police, c'est de la population que nous devons avoir l'estime et la reconnaissance, pour avoir assuré sa sûreté. Bien sûr en choisissant cette voie, la CGT-Police ne peut pas prétendre à des postes de RULP sans unité locale de proximité à diriger, à la Légion d'Honneur, à des avancements ou à des mutations facilités. Par contre nous pouvons affirmer que nous faisons notre travail pour l'intérêt de tous les personnels, pour un service public de qualité.

Nous avons pu constater, même si cela demeure perfectible, dans la mise en œuvre de la doctrine d'emploi des forces de sécurité, l'attachement de l'Etat à faire respecter la police nationale et à n'abandonner aucune zone du territoire aux bandes et aux voyous.

Nous ne reparlerons pas des émeutes de Grenoble ni de celles de Villiers le Bel où les collègues n'avaient pas le droit de riposter, pas plus que de toutes les fois où les collègues n'ont pu effectuer leurs missions faute de moyen et d'effectif.

Face au déchaînement verbal de ceux qui souhaitent mettre à mal l'Etat de droit, en critiquant sans cesse l'action de la police nationale, l'Etat a su résister, tenir le cap et n'a pas cédé à la facilité de l'inaction en soutenant, sans faiblir, notre travail. Travail toujours plus difficile et dangereux sur la voie publique car les policiers sont désormais confrontés à une violence sans borne et à une détermination des délinquants à faire trembler notre démocratie.

La démocratie tremble de la mise en place de la politique du chiffre. La CGT-Police vous laissera chercher qu'elles furent les premiers régimes à la mettre en place. De plus la démocratie tremble que l'Etat ne lutte plus contre toutes les formes de délinquance, mais les choisi par ordre de priorité en fonction des intérêts personnels de ses membres ou de leurs « amis. Le plus grand nombre de nos concitoyens est donc abandonné et livré à lui-même.

En quelques mois, trois policiers de notre corps ont payé de leur vie leurs sens du devoir et c'est toute la France respectueuse qui s'est inclinée devant leur cercueil. Ces citoyens respectueux savent que c'est pour eux qu'ils sont morts. Sans parler de ces dizaines de policiers blessés en service alors qu'ils intervenaient pour éviter le pire et permettre à chacun de vivre en toute tranquillité.

Des morts et des blessés qui auraient peut-être pu être évités si nous avions des conditions de travail, des moyens et des effectifs suffisant.

Il est particulièrement insupportable, dans ces moments de douleur et de peine, d'entendre, une nouvelle fois, le concert des donneurs de leçons libertaires auxquels s'associent, à des fins purement électoralistes, certains élus de la République. Dans ces moments où la police est critiquée et mise à l'index, alors même que tout a été fait et bien fait et où nous devons pouvoir compter sur le soutien de nos dirigeants, nous avons pu apprécier l'engagement sans faille de notre Ministre, du gouvernement et du Président de la République. Nous aurions aimé que ce soutien soit unanime !

La société met la Police Nationale à l'index car elle n'assure plus ses missions de protections de la population. On subit une « planification » de la délinquance.

Les commissaires touchent des primes de plusieurs dizaines de milliers d'euros pour les réaliser, les officiers obtiennent des postes de fonctionnels qu'ils peuvent perdre s'ils n'apportent pas de bon chiffre. Les gradés et gardien se battent pour des primes au mérite de misères, leur avancement et mutation. Et devant ce système mafieux, un syndicat tel que vous, Alliance, ose glorifier toutes ces dérives de nos missions.

Pour la CGT-Police il est urgent de redonner sa « vraie » place à la Police Nationale, pour que nous puissions dire fièrement : « oui je suis policier » et non avoir honte d'être un « milicien ».

J'ose le dire, nous devons être dans l'isoloir les bâtisseurs d'un modèle de société. Modèle dans lequel la lutte contre l'insécurité et donc la garantie de la paix publique sera placée au centre de l'action étatique. Au même niveau que la lutte contre le chômage ou les inégalités.

La CGT-Police rejoint nos collègues d'Alliance sur ce point. Mais la paix publique se constate sur le terrain, non dans des statistiques truquées.

C'est pour cela que nous devons choisir un modèle qui privilégie le soutien à notre action , la condamnation sans détours des actes criminels, la mise en œuvre d'une justice plus ferme envers les délinquants d'habitude , le souci du devenir de la victime et l'affirmation de l'indispensable équilibre entre les droits de la défense et le pouvoir d'enquêter.

La CGT-Police rappelle que chacun à son métier et la condamnation des actes criminels appartient à la Justice. Une République a besoin de cette indépendance des forces de l'ordre et de la Justice.

De plus la CGT-Police affirme qu'aujourd'hui les droits des victimes sont bafoués par des refus de plaintes, pour ne pas augmenter les statistiques. Effectivement il est temps de redevenir un service public.

Un schéma sociétal qui présente le policier sous son vrai visage : Celui d'un agent républicain qui ne pratique le contrôle d'identité , l'interpellation, la garde à vue , ou l'usage d'armes non létales que par devoir et dans le strict respect des lois et règlements . Cette Police nationale chère à nos cœurs doit vivre sans crainte d'être transformée en une police de l'apparence vouée à être vue sans pour autant être efficace car dépourvue de pouvoir et de soutien .

Il est intéressant que ce long passage soit une remise en cause complète du schéma de production actuelle, où les consignes sont de contrôler un jour des gens de l'Est, le lendemain des Nord-Africain... Les gardes à vue doivent être faites systématiquement pour conserver de bons « chiffres »...

De même la mise en place des « patrouilleurs », pour que les collègues soient deux au lieu de trois sur la voie publique, est uniquement là pour augmenter leur visibilité, au mépris de leur sécurité. En somme une Police Nationale de l'apparence, qui en plus de ne pas lutter contre la délinquance, mets la vie de nos collègues en jeu.

Alliance œuvre depuis des années à la construction d'une police mieux reconnue, y compris par sa propre administration.

À cet égard les protocoles d'accord de 2004, 2008 et 2010 ont apporté aux policiers actifs des avancées indiciaires et indemnitaires considérables et jamais atteintes depuis des décennies. L'exemple le plus marquant restera indiscutablement la revalorisation historique de l'ISSP, en octobre 2008. Alliance Police Nationale est fier de ses conquêtes !

Curieusement les contreparties à subir par les collègues pour ces avancées sont passées sous silence (perte de l'heure sécable, allongement du passage des échelons, etc).

Pour nous un nouvel élan doit être initié.

Est-ce qu'Alliance prône la sortie de la « planification » statistique ? Dans ce cas nous pourrions faire une intersyndicale pour le respect de notre Constitution qui inclue la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Le métier doit aussi être repensé pour demeurer en phase avec les réalités. Ces réalités qu'expriment la population et que connaissent les policiers de terrain. La seule volonté de ces gardiens et gradés est de faire toujours mieux au service des autres. Ceci mérite d'être entendu !

Mais tout cela implique que nos interlocuteurs partagent notre vision et comprennent nos attentes, sans dogmatisme ... Car s'il est toujours possible de modifier quelques mauvaises habitudes il est souvent difficile de changer une culture !

Effectivement la population appelle à ce que les policiers soient là pour la protéger. Qu'on arrête de lui dresser des contraventions au nom de la politique du « chiffre », les contrôles au faciès, qu'on arrête les délinquants plutôt que de déplacer les policiers... Heureusement les délégués CGT-Police eux sont sur le terrain et connaissent la triste réalité.

Le moment du juste choix est arrivé...

Et le juste choix sera celui que feront les collègues dans l'urne, qu'il convienne ou non à Alliance.

Pour la CGT-Police il est important de rappeler qu'un syndicat se doit être apolitique car quelque que soit le gouvernement en place, nous serons toujours libre et indépendant pour défendre les conditions de travail de tous les personnels de la Police Nationale.

Le Bureau Fédéral

A Montreuil le 24 avril 2012